

# **BULLETIN**

## **DU CERCLE DU LIBRE EXAMEN**

PUBLICATION BIMESTRIELLE\* - N°34 - DECEMBRE 2001



**Cercle du Libre Examen de l'Université Libre de Bruxelles**

Avenue Paul Héger, 22 – CP 166 – 1000 Bruxelles – Tél/Fax : 02/650 37 65

[www.librex.be](http://www.librex.be)

**AVEC LE SOUTIEN DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE DE BELGIQUE**

Dépot Bruxelles X

\* - SAUF JUILLET ET AOUT



*Le Bulletin est la publication d'information et de réflexion du Cercle du Libre Examen*

Maquette  
Michaël Manalis

Mise en page  
Martin Laurent  
Nicolas Carbonnelle

Éditeur responsable  
Jérémie Tojerow

**CERCLE DU LIBRE  
EXAMEN**

**CP166  
Université Libre de  
Bruxelles  
22, av. P.Héger  
1000 Bruxelles**

Les contributions  
n'engagent que  
leurs auteurs.

# Sommaire

- 3 En guise d'édito
- 4 Discours de St Verhaegen
- 6 Echos du Librex
- 7 Ordinateur portable « obligatoire » pour tous les students ?
- 9 Une guerre... mais contre qui ?
- 10 La peur de l'autre et le dialogue des cultures
- 12 Aux néophytes du libre examen
- 13 Le clonage humain
- 14 Les enjeux de Laeken
- 17 Pour quelle autre Europe ?
- 18 L'université livrée au marché ?

# Le comité

Président	Jérémie Tojerow
Trésorière	Valérie Dierkens
Secrétaire	Quentin Richard
Commissaire à la propagande	Nicolas Carbonnelle
Consultant stratégique	Martin Laurent
Secrétaire aux cahiers	Sylvie Huysmans
Secrétaire aux conférences	Caroline Bacho
Cellule laïcité	Renaud Vanbergen
Adm. Droit	France Libotte
Adm. SOCO	Pierre-Louis Nijs
Adm. Ecoles supérieures	Alix Versele
Adm. Institut du Travail	François-Paul Biondi
Adm. Philo et lettres	Mélanie Boulanger

L'ULB a, parmi ses objectifs, celui d'inspirer à ses étudiants l'amour des hommes qui sont frères, sans distinction de caste, d'opinion ou de nation.

**L'ULB pratique au niveau du montant de l'aide sociale une discrimination entre étudiants belges et étrangers.**

Le rôle de l'ULB est d'examiner, en-dehors de toute autorité politique ou religieuse, des grandes questions qui touchent à l'homme et à la société et de sonder librement les sources du bien et du vrai.



**«Scientia vincere tenebras ;  
La Science immortelle éclaire  
la Raison».**

L'ULB fonde l'enseignement et la recherche sur le principe du libre examen.

Celui-ci postule, en toute matière :

- a) le rejet de l'argument d'autorité
- b) l'indépendance de jugement.

**« Il faut faire de l'ULB une grande université du xx<sup>e</sup> siècle, reconnue comme telle en Europe et dans le monde, formant les élites de demain aux exigences du marché. »**

L'ULB

- pratique la tolérance et
- proclame le respect de la personne et la liberté d'autrui.

**« À bas la calotte, à bas les calotins. Ils en auront, des coups de poing sur la gueule, Ils en auront autant qu'ils en voudront. (...) Oui nous irons chasser la calotte. La calotte au poteau ! »**



# SORTIR DU RANG

# Discours de St-Verhaegen 2001

*L'anniversaire de la fondation de notre Alma Mater est souvent l'occasion de s'interroger sur le chemin qui a été parcouru, sur les événements marquant de notre institution et sur les projets et les maisons à bâtir.*

Jémie  
Tojerow



Cette démarche, qui s'inscrit dans la méthode du libre examen, nous permet la mise en perspective de notre présent, de remettre en question notre passé et de tracer des pistes pour le futur.<sup>a</sup>

Enfin, c'est aussi, un peu, réaffirmer pourquoi nous sommes tellement attachés à notre Maison.

Cependant, aujourd'hui, je ne crains pas d'affirmer que les étudiants ont peur. Nous nous inquiétons du futur que certains veulent nous réserver. En effet, sous des vifs prétextes pragmatiques ou mercantilistes, nous avons l'impression et ce malgré des allusions ou clins d'œil discrets, que le chemin du libre examen n'est plus, lentement bien évidemment mais décidément toutefois, un tracé obligé sur lequel avancent nos pas.

Vous n'êtes pas sans savoir qu'à l'origine, notre université, s'est vu bâtie contre l'aliénation et contre un dogme qui prétendait s'imposer au monde ; opposant à la doctrine révélée de l'église les principes de liberté, d'égalité et de fraternité hérités du mouvement des lumières. À contre courant de la pensée unique dominante de l'époque, avec courage et avec insolence, dans une indignation sincère, bref c'était le libre examen.

Nos valeurs étaient universelles. Nos valeurs sont universelles.

À présent, le libre examen est « statufié ». Je veux dire par là, présent formellement dans nos statuts, à l'article premier. Force est cependant de constater qu'il est aussi devenu une sorte de catéchisme, comme un dogme. Or « tout dogme est ridicule et funeste » pour rappeler Voltaire.

Afin de rester dans l'esprit libre examinateur, fait d'indignation et de révolte, il nous faut pouvoir cerner les nouveaux enjeux de combat qui nous font face. Les affronter avec courage. Ne pas avoir peur de leurs nouvelles appellations car notre capacité de réaction, fondée sur des valeurs toujours identiques est ce qui nous rend différents et fiers d'appartenir à notre Communauté.

Deux enjeux nous font face, l'un dans nos murs, l'autre à l'extérieur.

Le premier, celui de vivre bercés de doux rêves des combats qu'ont mené papa et maman. Le mythe de l'âge d'or du combat anticlérical amène parfois aujourd'hui à des comportements fort peu critiques. À l'intérieur d'une société fortement laïcisée, certaines attitudes défensives actuelles confinent à l'intolérance. Ainsi certains ont comme une nausée dès qu'on leur parle de spiritualité. Parfois, tente-t-on aussi d'expurger toute trace de culture religieuse. L'ennemi facile est toujours trouvé. C'est celui qui nous unit et en réaction duquel on voudrait nous définir. Osons reconnaître que cette attitude arrogante peut transformer le libre examen en un nouveau livre sacré et les temples de l'ouverture et de l'universalité humaniste en de nouvelles églises.

Il faut reconnaître la quête de sens que portent les jeunes et les étudiants.

Sens des valeurs, questionnement de leur histoire. Afin de mieux comprendre ce phénomène, il serait sans doute intéressant d'engager un large débat, basé sur une enquête scientifique sérieuse, sur la place de la spiritualité sur notre campus, comme l'a fait récemment l'Université « Catholique » de Louvain.

Dans la foulée, nous pourrions discuter de l'opportunité de construire un palais des spiritualités comme celui qui existe à l'hôpital Erasme. Nous pourrions aussi possé-

der notre « Ringlet » qui jetterait des ponts avec l'autre camp.

Le deuxième danger qui nous guette, bien plus grand, est celui de cette mondialisation ultra libérale qui découle de cet autre dogme : la main invisible du marché. Idéologie se cachant derrière un vocabulaire politiquement correct, mélangeant l'anglais et le français, parlant de gouvernance, de performance et d'excellence. Pour en revenir à nos moutons, il arrive même que le terme « libre examen », dans cette très aseptisée pensée unique, soit remplacé par celui de « valeurs fondamentales de notre université ». Comme si le terme même était ringard !

Vous l'aurez compris, le cercle du Libre Examen se pose beaucoup de questions.

A quoi bon, par exemple, une université où chaque étudiant aurait son ordinateur portable, si les reproductions des inégalités s'accroissent ?

A quoi bon des placards publicitaires proclamant que tous les hommes sont frères et accepter, malgré les longues protestations étudiantes, que l'aide sociale qui est accordée aux étudiants étrangers ne soit que la moitié, vous avez bien entendu, la moitié, de celle qui est attribuée aux étudiants belges ?

A quoi bon travailler pendant plus d'un an sur une vision de l'université à l'horizon 2010, si c'est pour ne pas consulter les différents corps élus avant de présenter le document au Conseil d'Administration ?

Mais nous n'avons pas le choix, nous dit-on, pour « pouvoir faire de l'ULB une grande université du xxi<sup>e</sup> siècle, reconnue comme telle en Europe et dans le monde ».

Il faut sacrifier, sur l'hôtel de la compétitivité, un peu de démocratie interne, un peu de désordre artistique et intellectuel, un peu d'insolence créatrice. Car il est bien reconnu, par les conseillers spécialistes de l'image, que cela ne fait pas vendre !

A l'inverse nous pensons que tout ce qui fait la richesse de notre université et la qualité de son enseignement, la vraie valeur ajoutée de notre passage dans une université pas comme les autres, est cette volonté d'oser justement un chemin différent. Car notre modèle nous permet encore, à nous étudiants, de rêver en de mondes meilleurs et en de nouvelles utopies.

La finalité de notre enseignement n'est-il pas la recherche active de l'émancipation de la femme et de l'homme à l'égard de toute forme de discrimination, de conditionnement et d'assujettissement ?

Aussi dans une telle perspective, pourquoi avons-nous peur d'un peu plus de démocratie dans notre fonctionnement interne ? Je pense notamment à un Conseil d'administration où chacun des quatre corps aurait un quart des voix. Où les débats seraient ouverts et publics. Je pense aussi à une élection du Recteur par toute la communauté universitaire.

Ce ne sont là que des exemples de nouveaux combats. De nouveaux défis.

Peut-être certains ici penseront que Théodore se retourne dans son sépulcre. Peut-être simplement se dit-il que son livre n'est pas encore tout à fait achevée. Qu'il faudra toujours la finaliser. Que le libre examen est en mouvement. Que tout en suivant les mêmes idées, les enjeux ont changé.

Les étudiants guettent. Attentifs au moindre signe. Le leur rempli d'espoir et d'enthousiasme. Il est de votre devoir de ne pas les décevoir, Monsieur le Recteur. Sinon il faudra refaire nôtre la maxime de Mai 68 qui parlait de « l'Assemblée libre consciente de ses devoirs, de sa force et de ses responsabilités ».

Jérémie Tojerow  
Président du Cercle du Libre Examen

# Échos du Librex

Nicolas  
arbondelle

**P**our démontrer une fois de plus (si nécessaire) que les absents ont toujours tort, je vais me livrer pour ceux-là à un compte-rendu synthétique des activités du Cercle depuis le début de l'année.

Lors de la journée d'accueil des nouveaux étudiants à l'ULB, le 4 septembre, le président du Librex a prononcé un discours au Janson. Ensuite, durant l'après-midi, le comité s'est relayé pour tenir un stand sur l'avenue Paul Héger. Ce fut l'occasion d'avoir un premier contact avec des étudiants fraîchement débarqués sur le campus... qui revinrent en nombre le mercredi 9 dans l'après-midi, puisque nous les avons convié à un verre d'accueil, fort sympathique en l'occurrence. Ensuite, un midi-librex sur la loi de compétence universelle, avec comme invité Éric David, a été organisé le mardi 25.

Le 4 octobre, le Librex s'est joint à l'assemblée générale organisée par le BEA-interfac au Janson, sur le thème : « La guerre mène-t-elle à la paix ? », soit un débat sur l'opportunité des frappes américaines en Afghanistan suite aux événements survenus un mois plus tôt.



conférence sur le thème : « Afghanistan – l'Union européenne et la Belgique dans la guerre ; l'Union euro-

péenne et la Belgique dans l'« après-Talibans » le lundi 29. Elle remportèrent un vif succès.



De retour à Bruxelles, nous avons collaboré avec le Pôle Bernheim, en co-organisant une conférence sur la dette des pays du tiers-monde (dans le cadre de la Semaine de la Paix), le mardi 3.

Nous avons également invité Fabrizio Bucella - pour l'interfacultaire (étudiants, PATG et scientifique) - et Jonathan Biermann - pour les autorités académiques à nous éclairer au sujet des différents dossiers en cours au C.A. de l'ULB (G.P.S., ordinateurs portables, court-circuitage des instances démocratiques, ...).

Mais au Librex, on ne fait pas qu'organiser des conférences et tenir des stands ! Nous avons également (et ce depuis quelques années) un site web, en constante évolution, qui vient d'ailleurs de s'enrichir d'un forum de discussion où chacun peut s'exprimer librement (malgré le contrôle d'un comité de modération fort sévère aux dires de certains). Pour en savoir plus : [www.librex.be](http://www.librex.be)





Quant au locaux du cercle, ils ont eu droit eux aussi à un changement de visage : pleins de motivation, quelques membres du comité se sont mis en tête un beau soir de procéder au rangement des archives et à la réorganisation du mobilier. Le résultat : une nouvelle ambiance de travail. Et même s'il est vrai que ce « new look aseptisé » n'a pas pu être conservé longtemps, on est forcé de constater une nette amélioration. En tout cas, le sol colle moins qu'avant et on a jeté le ficus qui pourrissait là depuis des siècles...

A l'occasion du Festival de la chanson estudiantine, le Librex a considéré que le texte d'une chanson n'était pas digne d'être en lice car il semblait être porteur d'un message incitant à la haine raciale. Suite à notre mise en garde, le jury du Festival a écarté les auteurs de la compétition.

Nous avons été associés au collectif de résistance contre les centres fermés et les expulsions pour l'organisation d'un colloque sur ces thématiques.

Enfin, pour conclure sur l'aspect plus festif de nos activités, nous avons bien évidemment participé à la St-V 200', dont le thème était « God bless la paix ». Le comité y fut fort bien représenté, dans des états... euh... divers. Je n'oublierai pas de mentionner les TD de rentrée (co-organisé avec l'ACE) et pré-St-V « Michaël Jackson » (co-organisé avec le CM), qui ont eu lieu les '7 septembre et '9 novembre en la salle Jefke. Je n'omettrai pas non plus la Nuit Théodore Verhaegen, pour l'organisation de laquelle nous avons travaillé avec l'ACE et l'UAE.

J'espère que tout ceci vous aura remémoré de bons moments ou vous aura convaincu de (re)venir à nos prochaines activités... A bientôt !

Nicolas Carbonnelle  
secrétaire à l'information

## A L'UNIF

# Ordinateur portable « obligatoire » pour chaque student à l'ULB ?

Tout commence avec un article paru dans le journal « Le Soir » du 22 juin. Il y est fait mention de la nouvelle « carte séduction » que l'université de Liège décide d'abattre à destination des étudiants. Pour favoriser l'accès de tous les étudiants à l'ère numérique, chaque nouvel inscrit en première candidature pourra acquérir un ordinateur portable d'une valeur annoncée de 80 000 francs pour environ 55 000 francs. Des possibilités de financement en 3 ou 4 ans sont même prévues.



Ensuite, dans « Le Soir » du 27 octobre 200', Françoise d'Hautecourt (ULB) explique que « le portable sera le style de l'étudiant du futur (...) et que tout étudiant devra pos-

séder un ordinateur et une ligne Internet à domicile avant de franchir le pas de porte de l'université ».

Afin de confirmer si une telle pratique est en cours d'étude à l'ULB, les représentants du corps scientifique ont abordé ce point au Conseil d'administration.

En effet, le risque est grand que d'une carte de séduction on passe à un billet de sélection.

Car, considérée comme une norme, l'acquisition d'un ordinateur portable par les étudiants nous semble pernicieuse en ce qu'elle constitue une entrave supplémentaire du point de vue financier à l'accès des étudiants à l'université.

Eugénie  
Kupfermunz

Fabrizio  
Bucella



Déjà actuellement, la nouvelle salle informatique de la section « Solvay », n'est plus équipée que de quelques ordinateurs fixes. Le reste est constitué de tables vides accolées à des prises murales auxquelles les étudiants viennent brancher leurs PC portables. Les étudiants ne bénéficiant pas d'un tel outil, sont parfois contraints à revenir plusieurs jours d'affilée pour espérer trouver un ordinateur fixe qui soit libre. Ordinateur sur lequel ils peuvent réaliser les travaux pratiques qui leur sont imposés. Petit à petit, de mauvaises habitudes pourraient être prises : sous le couvert de donner plus de poids aux recherches personnelles des étudiants, le professeur en viendrait ainsi à les « pousser » à acheter un ordinateur portable. Il nous paraît évident que cet achat ne sera pas à portée de toutes les bourses, même si celui-ci est proposé « à moindre coût », grâce à un sponsoring d'une entreprise.

Le développement de l'utilisation des PC portables, qui est présenté comme une « avancée », constitue un excellent cheval de Troie pour une généralisation future. Généralisation de nature obligatoire ou fortement recommandée ? La question mérite d'être posée.

Nous refusons d'entrer dans une telle logique.

Accepter de faire supporter une part toujours croissante du coût des études par les étudiants, fermera encore un peu plus l'université aux catégories sociales moins favorisées.

Sans oublier l'incitation, qui sera automatiquement faite à ceux qui ne peuvent pas se payer un tel outil, de s'endetter par le biais de formules de financement dites « avantageuses ».

Le dossier est en cours d'élaboration à l'Université libre de Bruxelles sous la référence '39/2. Lors du Conseil du '5 octobre, les autorités de l'Université n'ont pas voulu répondre à nos interpellations sous prétexte que le dossier n'était pas finalisé : pour toute réponse M. le Recteur s'est borné à déclarer que le dossier était à l'étude.

Les représentants du corps scientifique et des étudiants souhaitent un débat approfondi sur le plan des principes et de l'opportunité, avant même d'envisager une étude de type technique du dossier. Ce débat, de nature politique, devrait être réservé au Conseil d'administration.

Nous demandons à tous les membres de la communauté universitaire de rester vigilants et attentifs à cette question.

En conclusion, la question n'est pas pour nous d'obtenir des remises pour l'achat par les étudiants de matériel de pointe mais de garantir, par un équipement suffisant des salles informatiques, pour tous ceux qui désirent entreprendre des études à l'ULB, la disposition des outils nécessaires à leur poursuite.

Eugénie Kupfermunz,  
Représentant des Etudiants au CA de l'ULB  
ekupferm@hotmail.com

Fabrizio Bucella,  
Représentant du Corps scientifique au CA de l'ULB  
Fabrizio.Bucella@ulb.ac.be

Notre site web a été mis à jour !  
sur

[www.librex.be](http://www.librex.be)

vous pouvez :

- consulter l'**agenda** de nos activités, nos **projets** pour le second semestre et des **photos** de nos activités ;
- vous inscrire à notre **mailing-list** ;
- vous faire **membre** du Cercle (nouveau).



# Une guerre... mais contre qui ?

Le 11 septembre 2001, toute la planète apprenait via CNN que le président américain déclarait son pays en état de guerre.

En effet, les États-Unis venaient de subir un des plus graves actes terroristes jamais commis (à savoir l'anéantissement du World Trade Center à New York et de la destruction partielle du Pentagone à Washington) engendrant ainsi un traumatisme sans précédent sur la population.

Que pouvait-on attendre d'autre comme réaction de la part du chef d'état de la première puissance mondiale dont les symboles de la toute puissance économique et militaire venaient d'être réduits à néant ?

Cela dit, même si le président Bush déclarait son pays en guerre, il n'en demeurerait pas moins que pour faire la guerre il faut au moins être deux. Qui était l'ennemi ?

Dans les jours qui suivirent, les USA et leurs alliés occidentaux annoncèrent que la lutte qu'ils entreprenaient se mènerait contre le terrorisme international.

Pour ce faire, ils consultèrent à peine les institutions internationales, le conseil de sécurité de l'ONU fut écarté des débats et les quelques résolutions bâclées visant à annihiler le terrorisme sous toutes ses formes produisirent de dangereux amalgames entre le terrorisme et la résistance à l'oppression.

Qu'à cela ne tienne, lorsqu'on est la première puissance mondiale et qu'en plus la Grande-Bretagne est prête à partir en croisade avec vous, à quoi bon de s'embarasser de ces formalités ?

On annonça à la planète que le responsable de ces attentats n'était autre que le réseau Al-Caïda dirigé

par M. Ben Laden et que les services secrets américains avaient à leur disposition des preuves accablantes.

De toutes façons, il fallait bien trouver un ennemi visible afin de montrer à l'opinion publique américaine, par une démonstration de force (qu'elle pourrait suivre à la télévision), à quel point elle vivait dans un grand pays où une « justice sans limite » serait mise en œuvre pour que la mort de près de 5 000 citoyens américains ne reste pas impunie.

On véhicula alors à travers les média du monde

entier l'image de ce monstre des temps modernes qu'était Ben Laden ; on nous exposa à quel point il détestait l'Occident, qu'il affirmait vouloir tuer tous les Américains et qu'il avait déjà commis des attaques terroristes contre telle ou telle ambassade ou navire de guerre américain.

On ne s'interrogea pas longtemps sur les

raisons de cette haine ni sur le fait qu'il niait y être pour quoi que ce soit dans les attentats du 11 septembre. Ça aurait pourtant bien donné sur son tableau de chasse d'un être aussi cruel...

Mais comment faire la guerre à Al-Caïda si cette organisation recrute parmi les milieux islamistes de l'Algérie à la Tchétchénie ?

S'il est facile pour les États-Unis de faire la guerre à un autre État, comment s'en prendre à un réseau terroriste international qui par définition se veut insaisissable ?

On trouva alors un ennemi à attaquer : L'Afghanistan. Ou plutôt le régime Taliban sensé abriter Ben Laden. Après tout, les Talibans n'étaient pas vraiment sympathiques ; ils détruisaient des statues pré-islamiques d'une valeur archéologique inestimable et accessoirement



ne respectaient pas vraiment les droits l'homme (et surtout pas ceux des femmes). De plus, nous eûmes alors droit à une campagne médiatique qui présenta des rebelles de « l'alliance du nord » comme des gens à qui il fallait absolument prêter main forte (alors que l'on n'avait jamais eut cure de leur sort jusqu'à présent) et leur chef récemment assassiné comme le Che Guevara local.

Quel imbroglio ! Par un choc psychologique énorme, une atroce solidarité occidentale s'était vite mutée de simples propos du style : « nous sommes tous des Américains » à des actions que d'aucuns qualifièrent vite de nouvelles croisades et en une vague d'islamophobie survenant chez nous.

C'est donc ainsi que les navires de guerre de l'armée américano-britannique se mirent à bombarder de façon « chirurgicale » un état souverain : sur le seul motif qu'il pourrait bien abriter les responsables d'actes terroristes mettant en danger la sécurité des populations de l'Occident.

A l'heure actuelle, la fin du régime taliban en Afghanistan semble être un acquis. Mais la chute de ce

régime ne marque pas la fin du terrorisme international ; et même si des voix de femmes ont fait leur retour sur les fréquences de radio-Kaboul, la multitude de chefs de guerre ne laisse pas présager non-plus l'avènement de la démocratie dans le pays. Quant à Ben Laden, il n'est toujours pas arrêté.

Quoi qu'il en soit, les actes posés ces derniers mois par les grandes nations prétendues civilisées ne témoignent en rien de marque de civilisation ni d'une volonté de rendre la justice. Quant au manque de remise en question du bien fondé de cette démonstration de force épidermique, elle ne laisse rien présager de bon.

L'Histoire nous a montré qu'une paix durable ne s'est jamais établi uniquement par les armes. Ainsi, il semble que tant qu'une réflexion profonde sur la politique de collaboration en matière des connaissances, de la santé ainsi qu'un partage nord-sud des richesses plus équitables ne s'opèreront pas, la violence ne pourra faire qu'engendrer de la violence.

Renaud Vanbergen

## AFGHANISTAN

# La peur de l'autre et le dialogue des cultures

ylvie  
Huysmans  
Mélanie  
oulanger

Dans le contexte de l'après-guerre froide, certains observateurs, peu portés sur la nuance, sont enclins à analyser les conflits qui déchirent la planète et les tragédies dont le monde est le théâtre, en termes de guerre des civilisations ou de choc des cultures. C'est notamment le cas de la thèse développée par Samuel P. Huntington, qui a connu un retentissement international considérable. Avec l'effondrement de l'URSS, la dichotomie politique, divisant le monde en deux systèmes politique antagonistes, s'est évanouie et rien ne semblait pouvoir arrêter l'expansion du modèle démocratique à

travers le monde. Ce modèle occidental du libéralisme politique et économique semblait en effet s'imposer à l'échelle mondiale, au moins sur le plan idéologique. Cependant, le monde entier n'a pas basculé vers la démocratie. Par ailleurs, les démocraties existantes ne sont pas exemptes de critiques, même dans les démocraties les mieux établies. Il est nécessaire de s'entendre sur le terme « démocratie » et la tenue d'élections libres ne peut être prise pour seul critère. À titre d'exemple, les dernières élections présidentielles aux États-Unis, pourtant l'un des pays phares de la démocratie, ont donné lieu à de vives

critiques et ont laissé derrière elles un goût amer d'imperfection. La démocratie formelle ne suffit pas à qualifier un régime de démocratique et ne signifie pas qu'il y ait un État de droit ( respect des droits humains, une justice indépendante...)

À la menace disparue de l'Est, certains experts ont voulu lui substituer une menace provenant du Sud et créer ainsi une division « Nord-Sud ». Par Sud, ce sont les pays arabo-musulmans qui sont visés. Cette théorie est périlleuse en ce sens qu'elle peut être auto-réalisatrice : à montrer ou à désigner un adversaire éventuel, on contribue à le créer. De plus, sur le plan politique, cela amène à regrouper dans une catégorie unique des pays très différents.

Les États-Unis et l'Union Européenne ont-ils un rôle à jouer dans la promotion et dans le soutien de l'instauration d'une plus grande démocratie et de défense des droits humains ? Selon certains, la réponse est positive. Il est de leur devoir de les aider, contribuant ainsi à faire du bassin méditerranéen un espace de paix et de démocratie.

Le monde musulman a naturellement tendance à résister à tout ce qui est Occidental, ce qui est compréhensible si l'on tient compte de la longue tradition historique des conflits entre les deux civilisations.

Afin de trouver une issue au problème de la méconnaissance de l'autre, source probable du conflit des civilisations, Tariq Ramadan encourage celles-ci à sortir de la logique binaire « nous » – « eux », et de s'engager dans nos sociétés respectives avec les partenaires respectant la diversité des convictions et ayant le souci de la justice sociale.

Salman Rushdie est partisan de la thèse de la dépolitisation de la religion, c'est selon lui l'essence de ce que doivent comprendre toutes les sociétés musulmanes pour se moderniser. Les pratiques laïques et humanistes sont le fondement du Moderne, et sans lesquelles la liberté des pays musulmans ne restera qu'un rêve lointain.

Aujourd'hui, l'effervescence de l'islamisme radical focalise toute l'attention, attise les passions et intensifie les malentendus. La logique de suspicion à l'égard de l'Islam s'accroît. Le problème vient de ce que l'on confond islam avec les convulsions de l'islamisme radical à l'échelle internationale, que l'on a tendance à stigmatiser comme intégriste toute forme d'expression islamique, toute revendication en faveur de la reconnaissance de cette religion dans l'espace public.

L'Islam est trop souvent érigé en ennemi, il est considéré comme une religion étrange, obscurantiste et particulièrement belliqueuse, rétive aux changements et aux évolutions. Ce jugement trop étroit igno-

re en effet l'existence d'autres forces agissant en faveur de la laïcisation des institutions et à la démocratisation des États.

Tandis que les musulmans se réclament d'un Islam tranquille et créditent leur religion de valeurs de tolérance, de justice, de liberté et d'ouverture à la modernité, les préjugés, alimentés par la défiance ou par l'ignorance, continuent à creuser un dangereux fossé d'incompréhension et de méfiance entre les musulmans et la société occidentale.

Dans un contexte où la mondialisation rapproche, crée des interdépendances inéluctables, mais exaspère dans le même temps les craintes et les replis identitaires, voire les différences, le dialogue entre les civilisations méditerranéennes, à travers l'échange des cultures est absolument nécessaire si l'on veut éviter de transformer la césure entre le Nord et le Sud en nouveau rideau de fer de la sphère internationale.

Les échanges culturels devraient promouvoir l'entente et écarter les risques de malentendus et de conflits. Une meilleure connaissance de l'Autre contribue grandement à la maîtrise des nombreuses peurs et suspensions, et crée une base plus saine pour le dialogue.

Quoi qu'il en soit, il est évident qu'un discours clair et intracommunautaire est à promouvoir. Ceci supposant entre autres une meilleure connaissance mutuelle et davantage de tolérance, aussi, il est impossible de vivre ensemble en nous ignorant. Il nous appartient de construire les espaces d'engagements communs en refusant une lecture manichéenne du monde. La meilleure réponse à la logique de la guerre ou du face-à-face caricatural entre Occident-Islam, est de vivre l'échange et l'enrichissement mutuel dans notre quotidien. Il est temps de sortir de nos ghettos intellectuels et sociaux, de réapprendre à nous approcher de l'autre dans sa complexité et à respecter sa différence sans jamais transiger sur les principes fondamentaux du pluralisme, de la justice et de l'égalité.

Sylvie Huysmans et Mélanie Boulanger

#### Bibliographie.

Boniface Pascal : Le monde contemporain : grandes lignes de partages, Éd. PUF, Paris, 2007

Lamchichi Abderrahim : Islam-Occident, Islam-Europe, choc des civilisations ou coexistence des cultures ?, Éd. L'Harmattan, Paris, 2000.

Le Courrier international : Occident-Islam : le choc des ignorances, le 08/2007, n°575

# Aux néophytes du libre examen

## *Paître à l'ULB ? Et pourquoi pas libre examiner ?*

François-Paul  
Rionde

**L**a nature s'est éteinte, tout autour de nous. Les jours sont désormais si court... Mais pour toi, étudiant(e), le temps est venu de te découvrir, de ne plus t'aligner, de rompre les rangs, ...

L'heure est grave !

Étudiantes et étudiants de l'Université libre de Bruxelles, vous m'effrayez.

Bon nombre d'entre vous vieillissent un peu mal, laissant de côté — pour ceux qui l'auraient un jour saluée — notre alma mater et le principe du libre examen sur lequel se fonde notre Université.

Vous qui ouvrez pour la première fois un Bulletin du cercle du Libre Examen — le Librex —, vous accomplissez sûrement une première année à l'ULB (peut-être une deuxième voire une troisième). Quoi qu'il en soit, je m'adresse particulièrement à vous, néophytes en notre institution, pour vous ouvrir toujours plus à votre Université.

L'article premier des statuts de notre Université proclame que son enseignement a pour principe le Libre examen. Celui-ci postule, en toute matière, le rejet de l'argument d'autorité et l'indépendance de jugement.

« Le Libre examen qui est à la base de la méthode scientifique, est aussi un principe auquel on souscrit par engagement... Le Libre examinateur s'engage donc à mettre ses paroles et ses actes en accord avec ce qu'il tient pour vrai. Sa vérité, il a le courage de la dire et de la défendre. »

Notre institution, en raison même de la nature de son engagement, « accueille en tant qu'étudiant à part entière, ceux qui ne partagent pas son idéal... ». Toutefois, ceux qui choisissent délibérément de venir étudier chez nous ont le devoir d'acquérir une connaissance personnelle de nos principes. La vie communautaire à laquelle nous convions tous les étudiants, sans exception, implique compréhension et tolérance mutuelles. Mais cette toléran-

ce que nous préconisons n'impose pas ipso facto le respect des opinions d'autrui. « Comment en effet, respecter ce qui est jugé faux, ce que l'on condamne, ce que l'on s'efforce de détruire ? ».

L'étudiant à l'ULB, par essence libre examinateur, se doit d'aborder toute problématique scientifique, humaine, sociale, économique, de manière libre, l'esprit dégagé de tout argument d'autorité, de tout dogme et de toute idée préconçue.

Nous aurons tous compris que ce principe fondateur de notre Université s'applique à la vie de tous les jours. Nous aurons tous à l'esprit, désormais, que ce principe a des implications plus large. Que pensez-vous de la liberté de conscience, de la réflexion critique personnelle, de l'engagement de certains et de la prise de position d'autres ?

Alors ne réduisez donc pas vos années d'études à l'étude !

Vous avez choisi de poursuivre des études universitaires dans une Université **libre**. Permettez-moi de vous dire que votre diplôme n'est pas une finalité en soi, qu'en l'an deux mille un, il s'agit de ne plus remonter l'avenue Paul

Héger en regardant ses pieds, ... Découvrez-vous et bien que vous soyez libre de tout faire comme de ne rien faire, posez-vous au moins des questions !

À l'époque, je vous parle d'il y a 40 ou 50 ans, l'Université se fondait sur l'optimisme de la raison. L'avenir était ouvert et beaucoup n'étaient pas loin de penser que les croyances religieuses allaient incessamment s'effondrer sous l'impact de la science et de la critique intellectuelle. Roger Lallemand, président du Librex de '952 à '956, dira : « Un scientisme agressif dominait les esprits mais l'Université d'alors avait conscience d'être un centre militant, un foyer essentiel de rénovation intellectuelle et qui se régénérait dans la pratique du Libre examen. »

Aujourd'hui, vous êtes ce moteur de l'évolution au sein notre Université. Ne fermez pas les yeux ! Être universitaire c'est aussi s'enquérir de toutes choses. Étudier à



l'ULB, c'est ne plus être neutre dans la société qui vous entoure. Le Libre examinateur est inévitablement engagé.

Je ne vous parle pas d'un devoir, d'une tâche ou d'un commandement (en aurais-je jamais la prétention). Il est ici question de valeur immuable, d'un esprit critique et d'une conscience que vous développerez d'avantage en vous épanouissant.

Si pas une heure ne passe sans qu'une réponse ne suscite en vous de nouvelles questions, alors vous existez...

Critiquez, remarquez, réfutez, répliquez, opposez et reprochez, contestez et discutez, commentez, protestez. Allez **voter** ces '1 et '2 décembre 200' à l'élection des 7 représentants des Collèges étudiants au Conseil d'administration de votre Université. Extériorisez, créez mais Semeur tout puissant, libre examinez !

« L'homme libre est celui qui n'a pas peur d'aller jusqu'au bout de sa pensée. » *Léon Blum.*

Bonne chance et bonne ouverture à tous.

François-Paul BIONDI

CM

# Le clonage humain

Alexandre Iancovici

Après les débats sur la pilule et sur l'avortement qui ont, en leur temps, provoqué des débats houleux dans et hors du Parlement, ce fut au tour de l'euthanasie d'enflammer les cœurs et les esprits.

Une majorité arc-en-ciel éclairée, tente (et réussit) de faire passer « sa » loi, contre vents et marées d'opposition, mais aussi contre un Ordre des Médecins dont on ne connaît précisément le penchant.

Un autre débat se lève à l'horizon : le clonage humain et les manipulations de l'embryon.

Le docteur-généticien italien, surnommé le « savant fou » par ses détracteurs (incluant le Vatican) a promis de tenter l'expérience du clonage de l'embryon humain dans l'année. Les USA, pays innovateur en matière de sciences, passés aux mains de puritains, refusent tout débat et toute expérience ; le Royaume-Uni, patrie de Dolly, a également fermé la porte : '0 ans de prison à tout téméraire.

Il est du devoir de chacun, en bons libre-exaministes, de se faire une opinion personnelle sur la question. Embryon : simple amas de cellules ou être vivant possédant âme et esprit propres ? C'est à chacun de répondre à cette question éthique qui prend racine au plus profond de l'esprit.

Les avancées pour le bien-être et la santé de l'Homme sont infinies : finis les cirrhoses, les cancers, le diabète, ... : on peut prélever vos cellules, les cloner (via embryon par exemple), vous amputer de votre organe malade et vous

en greffer un autre, sans phénomène de rejet.

Aider les malades, guérir les paralytiques, soulager son prochain : que trouver de mieux ?

Néanmoins, sélectionner les embryons modifiés, pour en faire une race de « grands blonds aux yeux bleus » s'est déjà vu, de triste mémoire...

Seulement, interdire n'est pas solution : il existe déjà, au sein de grands laboratoires ou des Universités, des Comités d'éthique, très vigilants, et chargés de surveiller les différents travaux scientifiques mais ni ce Comité, ni l'État ne peuvent être derrière chaque éprouvette.

De plus, quiconque ayant les moyens, ou à qui l'on donne les moyens, peut aisément déménager son laboratoire en Afrique Sub-Saharienne, ou en Asie du

Sud-Est, dans des pays où quelques dollars bien placés peuvent provoquer la cécité des dirigeants, des pays où il n'y a aucune législation en matière de clonage.

Mieux vaut autoriser sous certaines conditions (et ainsi mieux contrôler) que de prohiber et risquer une fuite.

C'est à nous, étudiants, citoyens de demain, de prendre conscience de cela.

C'est à nous, citoyens, électeurs, futurs dirigeants peut-être, à oeuvrer pour une solution à ce problème.

Alexandre IANCOVICI,  
délégué Librex du Cercle de Médecine

# Les enjeux de Laeken

*Analysés par des professeurs de notre université.*

*Pascal Delwit, président de la section de sciences politiques.*

**La démocratie de l'Union européenne est-elle menacée par la montée de l'extrême droite au sein de l'Union ? Comment expliquer ce phénomène alors que l'Union européenne a rédigé une Charte des Droits Fondamentaux et se présente comme étant un bastion de la démocratie ?**

Premièrement : la dimension de l'extrême droite. Il est clair que l'on observe dans un certain nombre de pays de l'Union européenne soit une remontée, soit une apparition des partis d'extrême droite qui peuvent occasionnellement avoir une pertinence électorale non négligeable, comme c'est le cas en France depuis les années '80, le cas belge avec le Vlaamse Bloc qui opère sa percée en '99', le cas autrichien avec le FPÖ, et comme récemment au Danemark. Le cas italien est un peu plus compliqué car il y a à la fois la dimension de l'ancien MSI en Alliance Nationale et la perpétuation d'un petit mouvement MSI et la cas très problématique de la Ligue du Nord. Ce que l'on doit observer d'un point de vue politique c'est que l'on se trouve dans une configuration nouvelle par rapport à cela. À l'encontre de ce type de partis, l'Union peut exercer une pression politique, comme ce fut le cas par rapport à l'Autriche. Par contre, rien ne fut fait envers l'Italie. Il faut rappeler que cette dernière est un grand pays et est de plus l'un des fondateurs de l'Union.

Je ne suis pas persuadé que l'adoption d'une Charte des Droits Fondamentaux puisse changer quoi que ce soit. Cela constitue un plus, symbolique surtout. Dans les États démocratiques, les constitutions garantissent un certain nombre de droits et n'empêchent pas nécessairement l'émergence des partis d'extrême droite. (cf. les cas belge et français) Ou alors on entre dans une logique d'interdiction, qui est difficile à mettre en œuvre dans le cadre de l'Union. Cette logique d'interdiction existe en Allemagne et aux Pays-Bas. Il s'agit alors de déterminer quand on a affaire à un parti non démocratique.

**L'Union possède-t-elle les moyens de lutter contre l'extrême droite ?**

La lutte contre l'extrême droite est une lutte très compliquée car l'essence même de l'extrême droite est complexe. Leur principale « réussite » est de pouvoir agréger deux types d'électorats aux positions antagonistes. sur un dénominateur commun, à savoir le rapport à l'autre, le rejet de l'autre, le rejet de l'immigration. Les deux électorats sont d'une part celui de la droite classique socialement plutôt aisé et d'autre part l'électorat populaire qui depuis une quinzaine d'années, vit mal de la transformation de la société. On voit ce phénomène en France et en Belgique.

Les différents axes de lutte : la lutte institutionnelle, qui est soit l'interdiction (qui est difficile) soit la suppression de la dotation publique, l'interdiction de passer dans les médias audiovisuels publics, de siéger dans les organismes publiques où les partis ont une représentation.

Un deuxième élément qui est fortement sous-estimé, concerne la lutte culturelle.

Au-delà des performances électorales, les grandes victoires de l'extrême droite depuis une dizaine d'années, est d'avoir créé un véritable « mode de pensée », d'avoir gagné culturellement dans certains combats, s'agissant soit des questions d'avenir, de sécurité, de droit d'asile, de rapport à l'immigration, et ce, faute de combattant. En effet, il n'y a pas eu de véritable lutte contre le message culturel de l'extrême droite. Ici, les acteurs politiques, sociaux, le monde universitaire devraient reprendre les choses en mains.

**Que pensez-vous de la présidence belge ? Une réussite ? En quelles mesures les événements du 9 septembre et la guerre en Afghanistan ont-ils modifiés les objectifs de départ ?**

Ces événements ont bien entendu totalement modifiés les objectifs de départ fixés par la présidence belge.

Il faut tenir compte à la fois de la dimension interne et internationale.

En ce qui concerne la politique interne, la gestion du dossier Sabena a focalisé les énergies et qui a d'une certaine façon terni la présidence belge.

Au niveau international, les attentats du 9 septembre et leur succession ont modifié tous les agendas.

Quant à dire si c'est un échec ou une réussite, il est encore trop tôt pour le dire et attendons la fin du Sommet pour se prononcer.

Mais il est clair que le bilan est très en deçà de ce qui était espéré, ce qui est logique car les espoirs étaient surdimensionnés, et, malheureusement pour la présidence belge, les attentats ont démontrés la très grande faiblesse de l'Union européenne. De manière symbolique, la façon dont fut accueilli Guy Verhofstadt à Washington. L'Union européenne reste encore à ce stade d'une grande faiblesse politique par rapport à ce qu'elle est susceptible d'être d'un point de vue socio-économique, monnaie commune, dans un grand nombre d'États de l'Union européenne. Mais tant que des grands États comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou la France se considèrent comme étant des acteurs incontournables dans le domaine des relations internationales, cela rend visible une situation de fait. La situation aurait été différente si c'était la France par exemple qui occupait le poste de la présidence, car elle aurait été directement invitée, mais ceci plus à titre d'État, que à titre de président de l'Union européenne.

**Que pensez-vous de l'élargissement de l'Union ? Sommes-nous prêts à les accueillir ? sont-ils prêts à adhérer ? Quelles conséquences va avoir cette adhésion ?**

Sont-ils prêts ? à la fois oui et non. Ce qu'on exige de ces États pour entrer dans l'Union est quelque chose de colossal, une adaptation colossale.

Ces États qui ont transités d'un régime autoritaire vers la démocratie représentative il y a seulement 40 ans. À l'échelle historique, 40 ans est une très courte période. Malgré cela, les progrès accomplis ont été étonnants. Bien sûr ils n'ont pas été sans mal, et ce fut au prix de secousses extrêmement fortes, dont on a qu'une très pâle idée par ici.

Au point de vue de l'acquis communautaire socio-économiques, ils ne sont pas prêts, mais si l'on se place dans une perspective où on considère que ces pays ont légitimement le droit de rentrer dans l'Union, et je pense que cette considération est importante, l'élargissement doit s'opérer le plus rapidement possible. Cela va bien-sûr nécessiter des adaptations dans les actuels

pays de l'Union, des adaptations institutionnelles, politiques, économiques, ...

La dynamique politique qui découlera de cet élargissement sera positive. L'Union européenne a toujours contribué à créer la stabilité politique, et cette stabilité sera assurée pour ces États. La stabilité politique de ces États contribue directement à la stabilité des pays membres aussi.

D'un point de vue commercial et économique, la situation est plus complexe, surtout pour eux. La mutation dans le domaine agricole par exemple, qui est demandé à la Pologne, est quelque chose de colossal.

La logique politique en tout cas est de les intégrer le plus rapidement possible.

*Paul Magnette, professeur à l'Institut d'études européennes*

**Quelle influence peut avoir l'élargissement de l'Union européenne sur l'identité européenne; déjà si complexe à « construire » ? Peut-on parler d'un élargissement à une « Autre Europe », selon les termes de Jacques Rupnik, ou doit-on parler d'une seule Europe ?**

C'est certainement une dimension supplémentaire dans la complexité des identités européennes, mais ce n'est pas la première. Il y avait déjà une très forte différence entre le Nord et le Sud, ceci en termes culturels, historiques et confessionnels. Cela ajoute une différence Est-Ouest. Pour caricaturer un peu, c'est l'Europe occidentale passée sous le modèle libéral, « contre » une Europe ayant vécu sous le joug soviétique. Ce sont donc des identités marquées par des parcours très différents. Mais cela ne change pas fondamentalement la nature du problème qui est celle d'États ayant chacun une histoire et une identité nationale, cela l'étend un petit peu mais je ne crois pas que cela change la nature du problème.

**Pensez-vous que nous sommes prêts à les accueillir ? Ne les regardons-nous pas comme étant plus « étrangers » que des Espagnols par exemple, à cause du fait du passé soviétique ?**

Lorsque nous avons accueillis les Espagnols, les Portugais et les Grecs, ils sortaient aussi de dictatures politiques. C'était donc aussi un « choc ». Les interactions étaient cependant plus favorisées par l'activité touristique des Européens du Nord vers les pays du Sud. Cela engendrait donc une certaine proximité. On le voit très bien dans les enquêtes d'opinions eurobarométriques.

••• mètres, notamment la perception de ces pays du point de vue des citoyens membres de l'Union n'est pas très chaleureux. ce qui est bien dommage parce que par ailleurs, l'on constate un « désir » très d'Europe extrêmement puissant dans ces pays, et dès qu'il y a des contacts avec des étudiants notamment, tous les préjugés s'évanouissaient très rapidement. Mais c'est vrai que la réticence existe.

Il est évident que les milieux d'affaires qui ont un intérêt à institutionnaliser leur interdépendance économique avec les pays membres de l'Union sont plus favorables à l'adhésion, que les paysans par exemple, qui craignent une concurrence trop forte. Tout dépend de la manière dont vit et dont on projette les conséquences qu'aura l'intégration sur ces situations individuelles. Plus on se trouverait haut dans l'échelle sociale, plus on voit l'adhésion comme une plus-value.

*Jean-Michel De Waele, professeur en sciences politiques.*

#### **Que pensez-vous de l'élargissement ?**

Une question qu'il faut garder à l'esprit est non pas le coût que va engendrer cet élargissement mais bien le coût du non-élargissement. Lorsque l'on parlait de l'élargissement en '989, j'étais assez sceptique car le retard accumulé par ces pays était tel, que je ne pensais pas leur adhésion concevable. Mais à présent, toute la politique des réformes tant économiques, sociales que politique de ces pays ont été entièrement axées sur les conditions à remplir en vue de leur adhésion. Il nous est donc obligatoire de les intégrer, nous en leur avons fait la « promesse » et la portée symbolique est très forte.

#### **Que pouvons nous attendre de Laeken ?**

Je ne sais pas ce que l'on peut réellement attendre du Sommet. La politique européenne a été très occupée par les événements survenus le 9 septembre et l'énergie dépensée à cette affaire n'a pu être dépensée à autre chose. Je pense que nous pouvons plus en attendre que ce que nous pouvons lire dans certains journaux, mais moins que ce que la présidence belge espérait.

#### *L'avis d'une étudiante polonaise de l'ULB :*

D'après le dernier sondage d'opinion, réalisé ce mois de décembre en Pologne, seulement 48 % des Polonais se déclarent favorable à l'adhésion à l'Union européenne. La sphère politique est évidemment favorable mais c'est l'opinion publique qui ne l'est pas. Cela pour plusieurs raisons. Premièrement, la société ne réalise pas quels en sont les enjeux, elle ne voit pas les résultats concrets, et ne voit pas ce que cela peut apporter de plus à l'état actuel de la Pologne. Pour les agriculteurs, l'adhésion symbolise une réelle menace, ils ont peur de la concurrence qui pourrait être trop forte. Il ne faut pas perdre de vue que la Pologne est un grand pays agricole et que les mesures qui touchent cette sphère d'activité est très importante.

Cependant, il n'y a pas d'autre choix, il n'y a pas d'autres alternatives. Il nous faut adhérer. En effet, que pourrait représenter un pays isolé de l'Union ? Mais je pense que notre niveau économique n'est pas encore assez élevé, ni assez stable pour l'intégration. En ce qui concerne les côtés positifs du processus, je pense que c'est un plus que de pouvoir venir étudier dans un autre pays de l'Union, les échanges interculturels sont très enrichissants.

Il faut aussi remarquer que, au début du processus, la Pologne était considérée comme le « meilleur élève de la classe européenne », c'est à dire que c'était le pays qui remplissait le mieux les exigences imposées par l'Union, mais qu'aujourd'hui ce n'est plus le cas et la Pologne se retrouve reléguée en dernière position, et je ne le comprend pas. Il y a encore énormément de choses à faire, nous ne sommes pas encore prêts. Un certain chaos règne, les réformes sont confuses. Par exemple, pour des matières enseignées à l'université, les professeurs se disent mal préparés car les livres dont ils ont besoin ne sont pas encore disponibles ! De plus, le taux de chômage ne cesse de croître, ...

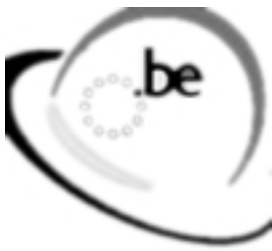
Mais malgré tout cela, je pense que la Pologne est sur la bonne voie. Les choses vont être dures, mais c'est le prix à payer.

*Propos recueillis par Sylvie Huysmans*



# Pour quelle autre Europe ?

Quentin  
Richard



Depuis la rentrée, le monde associatif est en éveil, et en particulier sur notre campus.

Présidence belge oblige, c'est vers notre pays et notre gouvernement que les ONG et les associations des tour-

nent. Car, depuis Seattle, chaque grand rassemblement de Chefs d'état est l'occasion de rassemblements très importants et très visibles des mouvements « anti-globalisation » ou « pour une mondialisation alternative ». Pourtant, nous direz-vous, l'Union européenne n'est pas l'OMC. Et pourtant...

À en croire les tracts nombreux distribués sur le temps de midi, force serait de se rendre compte que l'Europe est la responsable de tous les maux de notre société.

Autrefois honnie des « souverainistes » souvent réactionnaires, la Communauté européenne est aujourd'hui la proie des critiques de mouvements progressistes, anti-mondialistes ou d'extrême-gauche.

La plate-forme incontournable de ces mouvements à l'occasion du Sommet de Laeken, d'4, rassemble en effet en son sein des mouvements aussi différents que le BEA-Interfac, Femmes pour la Paix, Indymedia, le Comité "...", le Collectif de Résistance aux Centres fermés et aux Expulsions ou encore le PTB et Résistance Internationale.

Le point commun de ces associations est qu'elles jugent la tournure actuelle de la construction européenne « non sociale mais forgée par les intérêts capitalistes, non démocratique mais répressive, non pacifique mais menaçant la paix dans le monde » (voir précision méthodologique, c'est bien le terme de « construction » européenne qui est employé. De façon étymologique, il s'agit donc d'un processus évolutif d'intégration et non d'un système achevé.

Loin de cautionner l'ensemble des politiques de l'Union, il me semblait important d'apporter une nuance aux propos de cette plate-forme, dont le Cercle du Libre Examen ne fait pas partie.

Si certaines politiques communes (comme celle de la concurrence) ou certains impératifs européens (comme les critères de Maastricht) ont des conséquences sociales non négligeables, il est important de noter une évolution : à l'initiative de la France, les Quinze se sont dotés d'un impératif en matière de lutte contre le chômage. De même, l'impératif de cohésion économique et sociale, s'il n'a pas (encore ?) mené à une véritable Union — telle que l'Union économique et monétaire —, n'en reste pas moins un moyen de financement de la promotion sociale pour ne citer qu'elle. Il me semble également abusif de dire que la tournure actuelle de la construction européenne est non sociale : en effet, l'Europe n'a jamais autant tenu compte de cet impératif, même si je m'accorde à dire que ce n'est pas assez.

En ce qui concerne le déficit démocratique de l'Union, il est bien réel. Des institutions loin des citoyens, des rapports avec des groupes d'intérêts aux vues incertaines, une logique incompréhensible pour la plupart des gens, on peut en effet faire mieux en matière de démocratie.

Cependant, de là à considérer la construction européenne comme non démocratique, la comparant par là à un régime autoritaire, c'est une erreur qu'il ne faut pas franchir. À nouveau, si l'Union n'est pas assez démocratique, la « tournure » n'a pourtant jamais été aussi démocratique. D'un système basé sur une administration technocratique soumise au veto des gouvernements, on en vient à un système où le Parlement européen voit son poids se renforcer à chaque nouveau traité. Alors qu'il n'était qu'un organe indirect jusque '979, ce parlement, désormais élu au suffrage universel, dispose de pouvoirs croissants, exerçant un contrôle budgétaire et politique sur les institutions et partageant dans un nombre non négligeable de domaine un pouvoir de codécision, voire même d'avis conforme.

Si ces prérogatives restent encore limitées, l'avenir ira forcément à l'augmentation de ses pouvoirs.

Pour ce qui est de l'aspect répressif, avec les excès commis par les forces de l'ordre à Göteborg, l'Europe doit sortir de son image de bastion et revoir profondément son image. Entre combats de rue et tour d'ivoire fortifié (comme à Gand), les Quinze ont un choix à faire mais ils ne pourront continuer à ignorer la voix de la « société civi-

••• le active ». Dénigrer, comme ont pu le faire certains de nos ministres, la force des ONG en mettant en avant le caractère non élu et non représentatif de celles-ci constitue une erreur stratégique en ce sens que, même non élues, elles bénéficient souvent d'un soutien incontestable de la part d'une grande partie de la société.

Enfin, pour ce qui est de la menace pour la paix, il convient de distinguer deux choses : la constitution d'une politique de défense des Quinze et la participation – individuelle — des États membres à des opérations militaires.

La politique européenne de sécurité et de défense (PESD) a été constituée en vue de répondre aux menaces contre la paix. Strictement limitées aux missions dites « de Petersberg », la force militaire commune qui est en train de se constituer ne servira pas de bras armé à une politique expansionniste européenne ou un quelconque colonialisme : missions humanitaires ou d'évacuation, de maintien de la paix, gestion de crise et rétablissement de la paix. La défense des intérêts des « grosses transnationales européennes » n'est donc pas au menu des axes d'action de cette force, contrairement à ce que prétend d'4.

Pour ce qui est de la participation des pays membres à des opérations militaires, il ne s'agit plus de politique « européenne » à proprement parler. Les bavures aux-

quelles les pays ont participé au Kosovo ou qu'il cautionnent et soutiennent en Afghanistan ne constituent que des attitudes individuelles, graves mais non basées sur la construction européenne en tant que telle.

Sans vouloir donner des leçons à la mobilisation extraordinaire dont d'4 et d'autres associations ont fait preuve ces derniers mois, il me semblait intéresser de nuancer des propos qui se veulent souvent provocateur, incitant par là une réflexion que les campus n'ont pas l'occasion de voir tous les jours. Il faut en effet éviter l'amalgame. Si la construction européenne est loin d'être parfaite et qu'il restera toujours à construire, on ne peut pas se voiler la face en ne voyant que ses défauts. Les effets bénéfiques de la Communauté (intégration des pays d'Europe de l'Est, coopération au développement, promotion du modèle démocratique et des droits de l'homme, protection des consommateurs) doivent écarter la théorie du « grand complot des chefs d'États », même si je reste persuadé que ceux-ci doivent entendre la rue gronder pour ne pas ignorer la société qui leur a confié une mission, celle de gouverner au mieux et pour le plus grand nombre.

Quentin Richard

---

## DOSSIER

---

# L'université livrée au marché ?

*Suite à la conférence du même nom organisé par le Librex et le cercle Solvay, Fabrizio Bucella interpelle Françoise Dupuis, Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique*

---

**La loi de financement de '989 ne prévoyait pas que la dotation accordée aux Communautés par l'État fédéral évolue avec l'accroissement du PIB. Il s'en est suivi une diminution des moyens pour l'enseignement ces dernières années. Pensez-vous, qu'avec les accords de la Saint Polycarpe, l'enseignement soit définitivement sauvé ? En d'autres termes, pensez-vous que les risques de privatisation et de régionalisation de l'enseignement soient définitivement écartés ?**

Je ne suis pas favorable à la régionalisation de l'enseignement car il faut conserver un espace francophone commun. Pour ce qui est des risques de privatisation, je reste très attentive. Nous sommes très certainement refinancés mais, à terme, pour écarter le risque de privatisation, il faut prendre de bonnes mesures. En effet notre système d'enseignement est sous forte pression, que ce soit de la part de la part des modèles européens ou du modèle anglo-saxon. Il faut être en permanence attentif à ne pas prendre certaines mesures qui verraient les

écoles privatiser de fait un certain nombre de leurs activités. Il faut rester sur ses gardes.

**La démocratisation de l'enseignement supérieur est un défi qui reste incontournable pour les socialistes. Cependant, force est de constater que cet enseignement continue à reproduire les inégalités sociales. En tant que Ministre, et plus encore en tant que socialiste, par où doit passer la démocratisation de l'enseignement supérieur ?**

La démocratisation passe évidemment par le maintien du libre accès. Fondamentalement c'est une mesure neutre. Ceci étant dit, démocratiser l'enseignement supérieur, passe aussi par une série de mesures plus positives, comme un travail à faire sur l'orientation des étudiants, sur les guidances ou enfin sur le coût des études, ce qui implique de réfléchir à toute la problématique des bourses. De nouvelles approches pédagogiques doivent être envisagées ainsi que des points d'appui pédagogique pour les enseignants ou des cyber centres pour les étudiants. Il s'agit donc de mettre à la disposition des étudiants un certain nombre de mécanismes, tant matériels que pédagogiques, qui sont de nature à les aider à résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés. Mais c'est vrai que le taux d'échec dans l'enseignement supérieur est le même depuis des années. C'est malheureusement une constante...

**Certaines universités souhaitent pousser les étudiants à acquérir des ordinateurs portables afin de montrer qu'elles entrent de plain pied dans la modernité...**

Je suis assez perplexe devant tout cela. Il est cependant tout à fait évident qu'il faut donner accès à tous les étudiants aux données qui passent sur le réseau. Cela fait partie des nécessités de refinancement de l'enseignement supérieur. On a calculé qu'un plan raisonnable était de mettre à disposition un appareil pour cinq étudiants. Le reste sera à évaluer par la suite. Ce n'est pas nécessaire pour l'instant.

**On parle beaucoup de « Bologne », d'harmonisation des cursus d'études au niveau européen, du système des BAC+3, BAC+5 et BAC+8 ; quel est votre sentiment sur ces questions ?**

Un autre aspect de la démocratisation de l'enseignement est en fait toute cette discussion autour de Bologne et des modèles européens. Il est nécessaire que nous puissions maintenir le niveau et la qualité de

notre enseignement. Il faut aussi éviter, qu'à partir de Bologne, ne soient induits des mécanismes de nature à exacerber la concurrence entre les différents systèmes d'enseignement ou à allonger systématiquement la durée des études, ce qui serait très antidémocratique. Il est également nécessaire de permettre aux étudiants qui ont terminé leurs candidatures d'obtenir, comme c'est le cas actuellement, un diplôme de licence. Parce que, si nous adoptons un système comme celui qui est en vigueur aux Etats-Unis, alors ceux qui ont les diplômes les plus avancés sont ceux qui ont été choisis ! Pour prendre un autre contre exemple, lorsqu'on regarde la pyramide québécoise, on constate un rétrécissement magistral à l'entrée du deuxième cycle, ce qui n'est pas du tout notre schéma. Ce sont des modèles très différents qu'il ne faut pas importer tels quels chez nous.

**À propos des bourses d'études, que pensez-vous du principe de « l'année Joker » comme cela se passe en Flandre (NDLA : la possibilité de garder la bourse d'étude même après un échec).**

C'est un des éléments de mon programme. Pour l'instant, la priorité, maintenant que les plafonds ont été adaptés, est de relever les montants des bourses eux-mêmes. Cela me paraît tout à fait essentiel car je maintiens qu'actuellement, les bourses ne couvrent pas les coûts des études !

**En final, avez-vous un message à adresser à nos lecteurs ?**

Si je dois laisser un seul message, c'est celui de tout faire pour amener le maximum de jeunes à faire des études. Cependant, il y a un élément de réussite que je considère comme fondamental et que je souhaite épingle. Il s'agit de l'intégration dans un groupe. Quand on entame des études supérieures il faut éviter de se retrouver isolé. Il faut partager les problèmes qui sont rencontrés avec d'autres jeunes, travailler en équipe... Les associations étudiantes, les cercles, les groupes multiculturels dans les hautes écoles et dans les universités jouent un rôle fondamental pour intégrer les jeunes qui arrivent. C'est essentiel. Tout cercle, comme le Librex par exemple, doit être attentif à cela. C'est le meilleur passeport pour la réussite. Il est tout à fait essentiel pour les étudiants de maintenir des activités en dehors des études, que ce soit dans le domaine culturel, sportif ou associatif.

*Propos recueillis par Fabrizio Bucella*

## Dernière activité avant le second semestre

mercredi 19 décembre 12h30 Midi-Librex : rencontre-débat avec le collectif au local de résistance aux centres fermés et aux expulsions.

## Mobilisation en marge du sommet de Laeken

mercredi 12 décembre de 13 à 15h Assemblée générale «Quelle Europe voulons-nous ?» - organisée par le au Janson BEA-Interfac et d14-ULB

jeudi 13 décembre rdv 9h aux PUB Manifestation syndicale

vendredi 14 décembre rdv 9h aux PUB Grande manifestation du Petit Château au Grand Château à l'appel de d14, des ONG et de ATTAC Europe

## Petites infos pratiques

- Notre local se trouve au bâtiment F1 (celui des restos) sur le campus du Solbosch. Monter par l'escalier de droite entre les 2 restos. C'est au 2ème étage.
- \* Nos réunions ont lieu tous les jeudis à 18 heures dans notre local.
- Nos coordonnées : Av. P. Héger, 22  
CP 166  
1000 Bruxelles  
Tél/Fax : 02/650 37 65  
E-mail : librex@ulb.ac.be
- \* Sur notre site web, vous pouvez :
  - consulter l'agenda de nos activités et nos projets pour le second semestre
  - vous inscrire à notre mailing-list
  - vous faire membre du Cercle (nouveau)

**[www.librex.be](http://www.librex.be)**

## La citation du mois

«Celui qui défile joyeusement au pas cadencé a déjà gagné mon mépris. C'est par erreur qu'on lui a donné un grand cerveau puisque la moëlle épinière lui suffirait amplement. On devrait éliminer sans délai cette honte de la civilisation. L'héroïsme sur commande, la brutalité stupide, cette lamentable attitude de patriotisme, quelle haine j'ai pour tout cela.

Combien méprisable et vile est la guerre.

Je préférerais être déchiré en lambeaux plutôt que de participer à quelque chose d'aussi méprisable. Je suis convaincu que tuer sous prétexte de guerre n'est rien d'autre qu'un assassinat pur et simple.

Albert Einstein